

POUR UNE GOUVERNANCE EUROPÉENNE MULTILINGUE ASBL FÜR EINE GEMEINSAME EUROPAPOLITIK DER MEHRSPRACHIGKEIT PER UNA GOVERNANZA EUROPEA MULTILINGUISMO FOR GOVERNANCE FOR EUROPE FOR MULTILINGUALISM PARA UNA GOBERNANZA EUROPEA MULTILINGÜE

INFOLETTRE GEM+ AVRIL 2021

SOMMAIRE

- Réponse de GEM+
 à l'article de Politico
 Évènements
 prévus
- 3. Actualités en lien avec le multilinguisme 4.Jurisprudence récente de la CJUE et plaintes auprès de la médiatrice européenne

1. RÉPONSE À L'ARTICLE DE POLITICO

Réponse de Jean-Luc Laffineur à l'article de Politico "Brexit means... Euro-English ?" : <u>Language and democracy</u>, <u>language and power</u>, <u>language and identity disponible sur le site de GEM+</u>.



2. ÉVÈNEMENTS PRÉVUS

À l'automne 2021, GEM+ organisera un cycle de 3 webinaires:

- 1) Multilinguisme et démocratie
- 2) Multilinguisme et pouvoir
- 3) Multilinguisme et identité

GEM+

3. ACTUALITES EN LIEN AVEC LE MULTILINGUISME

UNION EUROPÉENNE

- How we lost the narrative. By allowing English to become its lingua franca, the EU has lost control of the narrative. Time for some changes.
- Carte blanche: Faisons reculer le recul de la langue française
- Pourquoi la Serbie aime tant la France et la langue française ?
- Les eurodéputés appellent à mieux réguler l'intelligence artificielle face aux discriminations
- ENTR, le prochain rival multilingue de Brut
- Quel anglais sera la langue officielle de l'UE ?
- Le multilinguisme, une richesse de l'Europe
- French call to replace English with Latin as Europe's official language
- Charlemagne How Netflix is creating a common European culture



- Brexit : la fin du programme Erasmus outre-Manche rebat les cartes pour les universités en Europe
- «La présidence française de l'Union européenne est une opportunité historique pour la francophonie»
- L'aménagement du multilinguisme à l'Agence Spatiale Européenne : Chance ou défi pour la coopération spatiale ?

INTERNATIONAL

- Au Canada, pour une égalité « réelle » du français et de l'anglais
- Droits linguistiques: porter plainte en quelques clics grâce à Planctus (Canada),
- Reportage de France 24 : Langue française en Louisiane : une transmission de génération en génération
- Francophonie canadienne : « une société qui ne fait pas d'enfants n'a pas d'avenir »
- Bilingualism, Multilingualism and Plurilingualism: Living in two or more languages.
- Pardon my French: dismay in Quebec as francophones fail language test
- Les 3 erreurs de traduction qui ont conduit à la guerre en Irak, à Hiroshima et au Vietnam
- How Can We Understand a Language, but Not Speak It?
- The case for diving into another language
- Multilingualism holds the key to a brighter future

GEM+ AVRIL 2021

3. ACTUALITES EN LIEN AVEC LE MULTILINGUISME

BELGIQUE

- "Les interprètes de la Justice ne sont pas reconnus à leur juste valeur"
- "La Belgique est un pays multilingue": quand les annonces dans les véhicules de la STIB relancent le débat communautaire

ALLEMAGNE

 Linguistik: In Hannover wird angeblich das korrekteste Deutsch gesprochen. (Sprachwissenschaft - Wer spricht das reinste Hochdeutsch?)



- Der ganz alltägliche Rassismus : Zur Sprache gebracht
- "Der Text muss gut fließen"

ITALIE

- La legge per l'italiano è stata assegnata anche alla Camera
- Una proposta di legge per l'italiano
- Ben detto, presidente Draghi: perché dobbiamo sempre usare tutte queste parole inglesi?
- Hasta Draghi se cansa de los anglicismos en Italia: "¿Alguien sabe por qué los usamos?"
- "Basta anglicismi", l'appello dell'Accademia della Crusca
- Mario Draghi per ora combatte solo l'inglese: perché non è una cosa banale



FRANCE

 Non, il n'est pas anticonstitutionnel d'avoir une carte d'identité bilingue français/anglais



- Tribune. « En décidant de traduire en anglais seulement notre nouvelle carte d'identité, nous avons tout faux ».
- « La nouvelle carte d'identité françaisanglais objective l'infériorisation de soi et la soumission »

3. ACTUALITES EN LIEN AVEC LE MULTILINGUISME

ESPAGNE

Chinese Don Quixote is translated into Spanish after 100 year

IRLANDE

Siúcra: A love letter to the Irish language

LUXEMBOURG

La helpline covid parle (presque) toutes les langues

ROYAUME-UNI

Le Prince Philip répond, en Français, à Jean-Pierre Elkabbach | Archive INA Le Prince Philip répond, en Français, à Jean-Pierre Elkabbach | Archive INA

DIVERS

• Le 22 mars 2021, Antonio Zoppetti a présenté une pétition en vue d'obtenir une proposition de loi en Italie pour la protection de la langue italienne contre l'abus des anglicismes, au sens de l'article 50 de la Constitution italienne.

Cette pétition a été attribuée à la VIIème Commission parlementaire (Education publique, Patrimoine culturel)

Antonio Zoppetti en a parlé le 26 avril sur RadioRadio dans l'émission Salvalingua eta été contacté par divers associations pour en discuter.

Le 29 avril, la pétition avait récoltée 773 signatures ! Pour la signer ou avoir plus d'informations:

https://attivisti.italofonia.info/proposte/legge-vivalitaliano-2021/

- Conférence à l'université de Liège sur la manière dont le multilinguisme se manifeste dans la littérature du 19e siècle.
- « Avoiding, Evading and Hiding Multilingualis. Monolingualism, Multilingualism, and (Non-) Translation in the 19th Century » les 6, 7 et 8 mai 2021. Inscription :

https://www.cirti.uliege.be/cms/c_6464612/fr/avoiding-evading-and-hiding-multilingualism

 Podcast de Much Language such talk MLST podcast about bi/multilingualism and explores the benefits/advantages of speaking more than one language! Disponible sur toutes les plateformes de podcast (Spotify, Apple podcast). GEM+

4. JURISPRUDENCE RECENTE DE LA CJUE ET PLAINTES À LA MÉDIATRICE EUROPÉENNE

- ARRÊT DU TRIBUNAL « Barata c. PE » du 3 mars 2021, T-723/18, ECLI:EU:T:2021:113.
 - Recours en annulation dirigé fonctionnaire du PE contre un avis de concours interne réservé certains fonctionnaires ayant plus de 6 ans d'ancienneté publié par le PE et contre divers documents relatifs à la candidature du requérant à la procédure de certification de l'année 2017. Parmi les griefs invoqués, le requérant allègue une violation du régime linguistique de l'Union et des principes d'égalité de traitement et de discrimination. Le requérant soutient que, en omettant d'utiliser la langue portugaise dans la décision du 23 juillet 2018 ainsi que dans l'avis de concours pour l'exercice de certification 2017, le Parlement a violé les dispositions du règlement no 1. En outre, il prétend que, bien que sa réclamation ait été rédigée en langue portugaise, le Parlement y a répondu en langue anglaise sans fournir de traduction. Le Tribunal rejette ce grief. Il rappelle qu'une dérogation au régime linguistique de l'UE peut être justifiée au regard du caractère interne d'un concours réservé aux fonctionnaires et agents en fonction auprès d'une institution. Spécifiquement, il soutient que : « Le fait que documents adressés des l'administration à l'un de ses fonctionnaires soient rédigés dans une langue autre que la langue maternelle de ce fonctionnaire n'est constitutif d'aucune violation des droits fonctionnaire. s'il possède dudit maîtrise de la langue utilisée l'administration lui permettant de prendre effectivement et facilement connaissance du contenu des documents en question. Ainsi, la notification d'une décision de rejet d'une réclamation dans une langue qui n'est ni la langue maternelle du fonctionnaire ou agent concerné,

ni celle dans laquelle la réclamation a été rédigée peut être considérée comme régulière à condition que l'intéressé ait pu en prendre utilement connaissance. » En l'espèce, le requérant aurait indiqué dans son formulaire de candidature posséder un « très bon » niveau d'anglais et il a usé de l'anglais dans différents documents liés à la procédure et dans ses communications électroniques avec l'administration.

Médiatrice européenne:

- Une affaire est ouverte depuis le 23 février 2021 concernant une prétendue discrimination par EPSO en raison des langues dans lesquelles les candidats font les tests d'évaluation des talents. (Affaire 172/2021/PL)
- Une affaire est ouverte depuis le 26 mars 2021 en raison du défaut de la Commission européenne de répondre à une demande d'accès aux documents dans la langue du requérant (AFFAIRE 513/2021/SF)

•